



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 12 janvier 2026

Cité Administrative  
49047 ANGERS Cedex 01

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GRIMAUD FRÈRES SÉLECTION (SAS) - HYPHARM**

La Corbière  
ROUSSAY  
49450 SÈVREMOINE

Références : 2025\_12\_11\_Rapport Inspection SAS GRIMAUD FRÈRES SÉLECTION et HYPHARM

Code AIOT : 0054901700

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte du contrôle documentaire réalisé le 11/12/2025 dans l'établissement GRIMAUD FRÈRES SÉLECTION (SAS) - HYPHARM implanté Le Désert - ROUSSAY - 49450 SÈVREMOINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et dans le cadre d'un porter à connaissance

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRIMAUD FRÈRES SÉLECTION (SAS) - HYPHARM
- Le Désert - ROUSSAY - 49450 SÈVREMOINE
- Code AIOT : 0054901700
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Élevage de volailles et de lapins.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rubriques installations classées	Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Implantation et distances	Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Capacité	Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Mode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.4	Demande d'action corrective	3 mois
6	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.6	Demande d'action corrective	3 mois
7	Prévention émissions odorantes et pollution air	Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.7	Demande d'action corrective	3 mois
8	Traitement des fumiers et déchets de couvoirs	Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.8.1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Station d'épuration des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.8.2	Demande d'action corrective	3 mois
10	Sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.12	Demande d'action corrective	3 mois
11	Équarrissage	Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.15	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Compléter le porter à connaissance déposé en Préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025, ainsi que les compléments demandés par le relevé d'insuffisances du 5/06/2025 ;
- Transmettre au service d'inspection, les décisions prises par le Groupe GRIMAUD pour remettre en conformité l'installation de compostage ;
- Remettre en conformité les différentes anomalies qui ont été identifiées par l'inspection des installations classées

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rubriques installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE  Volailles, gibier à plume (activité d'élevage, vente, etc. de), 1 - Plus de 30 000 animaux-équivalents 2111.1 A 171 600 animaux-équivalents  Lapins (activité d'élevage, transit, vente, etc., de). 2 - entre 3 000 et 20 000 animaux sevrés 2110.2 D 14 504 lapins sevrés  Sous-produits d'origine animale, y compris débris, issues et cadavres (traitement de). La capacité de traitement étant supérieure à 500 kg /j 2730 A 3 tonnes  Installations mettant en œuvre d'autres traitements biologiques de déchets non dangereux 2782 A 3 tonnes  Couvoirs : Capacité logeable d'au moins 100 000 œufs 2112 D 1 175 328 + 1 537 536 œufs  Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) 2 - Lorsque l'installation est du type «circuit primaire fermé» 2921.2 D 4 tours  2910. Combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, si la puissance thermique maximale de l'installation est : Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW 2910.2 DC 5 MW  Stockage de gaz inflammables liquéfiés : Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t 1412-2.b DC 47,5 tonnes
<b>Constats :</b> Lors de la réunion du 11/12/2025, les responsables environnements ont apporté à l'inspection une clarification sur les stockages des citernes de gaz, de fioul et de carburant. Au regard du support présenté le jour de la réunion d'échange, les volumes de stockage des citernes de gaz, de fioul et de carburant présent sur l'installation sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 citerne aérienne de gaz de 70 000 L sur le site du "Désert";</li><li>• 1 citerne aérienne de gaz de 30 000 L sur le site de la "Corbière";</li><li>• 1 citerne aérienne de fioul 75 000 L sur le site du "Désert";</li><li>• 1 citerne aérienne de fioul 9 000 L sur le site de la "Corbière";</li></ul>

- 1 citerne enterrée de fioul 10 000 L sur le site de "l'Écllosion";
- 1 citerne enterrée de carburant 40 000 L sur le site de "l'Écllosion".

Ainsi, au regard du porter à connaissance déposé en Préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025, **il conviendra de le compléter en apportant la démonstration du respect des exigences réglementaires pour les rubriques suivantes :**

- rubrique 4718 : démontrer le positionnement actuel de l'installation par rapport à la rubrique n° 4718 en justifiant la quantité totale de gaz inflammables liquéfiés susceptible d'être présente dans l'installation ;
- rubrique 4734 : démontrer le positionnement actuel de l'installation par rapport à la rubrique n° 4734 en justifiant la quantité totale de fioul et de carburant susceptible d'être présente dans l'installation.

De plus, la nomenclature ICPE ayant évolué depuis la signature de l'arrêté préfectoral susvisé, **il conviendra également de compléter le porter à connaissance déposé en Préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025**, par l'actualisation et par la démonstration du positionnement actuel de l'installation par rapport à la rubrique n° 2910 en justifiant la puissance thermique nominale totale de l'installation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Implantation et distances

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.1

**Thème(s) :** Élevage, Implantation – Aménagement

### **Prescription contrôlée :**

Les bâtiments d'élevage, les annexes et les ouvrages de stockages sont implantés conformément aux plans joints à la demande d'autorisation (annexe 1).

Les bâtiments d'élevage fixes sont séparés les uns des autres par une distance d'au moins 10 mètres.

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

### **Constats :**

Suite à la réunion du 11/12/2025, de nouveaux éléments relatifs aux réaménagements des bâtiments d'élevage historiquement connus des services d'inspection, ont été mentionnés par les responsables environnements.

Ainsi, le bâtiment D8 a été réaménagé pour le service « intervention » afin de stocker et laver les caisses de transferts du Groupe GRIMAUD. Il est à noter également, que 2 salles de dépôt de prélèvements ont été aménagées au sein du même bâtiment.

De plus, la cabane Isoween présente sur le site des "H" et utilisée en bâtiment de sevrage de lapins a été démolie en 2025. Il en est de même concernant le bâtiment D2 qui a également été démolie afin d'être remplacé en lieu et place, par l'aménagement d'un nouveau bâtiment pour la valorisation des œufs clairs. **Dans ce sens, un descriptif détaillé du nouveau bâtiment D2, ainsi qu'une démonstration du positionnement actuel de la casserie par rapport à la rubrique n° 2221 en justifiant la quantité de produits entrant, devra être apporté au porter à connaissance déposé en Préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025.**

Concernant la démolition de la cabane Isoween et des bâtiments D2, D5 et D6, **il conviendra de solliciter les entreprises qui ont réalisé l'enlèvement des matériaux afin d'obtenir les bordereaux de suivi des déchets permettant de justifier que les déchets ont été éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'environnement.** Il en est de même concernant la fosse géomembrane n° 2 et le bâtiment D3 suite au sinistre incendie.

L'inspection rappelle également que tout producteur de déchets doit disposer d'un registre des déchets sortants prévu par le R541-43. L'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixe le contenu de ce registre

interne s'agissant d'un producteur de déchets non dangereux. Pour les déchets dangereux tels que l'amiante, Trackdéchets est <b>obligatoire</b> (via la plateforme ou à travers l'API) <b>pour tous les acteurs concernés par la traçabilité de l'amiante depuis le 1er janvier 2022.</b>
Aussi, l'inspection attend un extrait du registre des déchets sortants dont doit disposer l'exploitant et éventuellement les extraits de Trackdéchets pour justifier du devenir des matières et matériaux collectés lors des phases de démolition des bâtiments.
<b>Les différentes modifications apportées à l'installation depuis la signature de l'arrêté préfectoral susvisé, devront faire l'objet d'une complétude au regard du porter à connaissance déposé en Préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Capacité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité maximale de l'élevage est de 85 800 canards soit 171 600 animaux-équivalents et 14 504 lapins sevrés.
<b>Constats :</b> Lors de l'instruction du porter à connaissance déposé en préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025, il avait été constaté des incohérences entre la surface des bâtiments de démarrage des canetons, les effectifs maximums potentiellement présents en simultané et les densités au m <sup>2</sup> . Dans ce sens, lors de la réunion d'échange du 11/12/2025, les responsables environnements nous ont apporté une clarification des caractéristiques des bâtiments de démarrage des canetons.  Ainsi, les bâtiments GD04 et GD05 utilisent la méthode conventionnelle alors que le bâtiment C4HB utilise la méthode Hatchbrood, d'où la différence de densité entre le bâtiment C4HB et les bâtiments GD04 et GD05. Dans ce sens, <b>un descriptif détaillé des caractéristiques des bâtiments de démarrage des canetons devra être ajouté au porter à connaissance déposé en Préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025.</b>  De plus, lors de la réunion d'échange du 11/12/2025, les responsables environnements ont apporté une clarification sur les capacités actuelles des couvoirs C2 et C4 suite aux modifications apportées au couvoir C4 par la mise en place de 2 bâtiments de démarrage, en l'occurrence les bâtiments GD05 et C4HB.  Ainsi, les capacités logeables actuelles des couvoirs sont de l'ordre de 1 233 792 œufs pour le couvoir C2 (1 175 328 en 2011) et de l'ordre de 1 032 192 œufs pour le couvoir C4 (1 537 536 en 2011), pour une capacité totale logeable de l'ordre de 2 265 984 œufs (2 712 864 en 2011). Dans ce sens, <b>il conviendra de compléter le porter à connaissance déposé en Préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025, par les modifications apportées aux 2 couvoirs en activité.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Mode d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'élevage est pratiqué sur litières et caillebotis.  L'exploitant conduit son élevage conformément au dossier déposé; tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la préfecture, avant sa réalisation.  L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques

disponibles économiquement acceptables et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.
<b>Constats :</b> Au regard des modifications apportées à l'installation depuis la signature de l'arrêté préfectoral susvisé, <b>il conviendra de compléter le porter à connaissance déposé en Préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025, par un descriptif détaillé du nouveau fonctionnement des bâtiments de démarrage des canetons. Il en est de même concernant le site des "H" si des modifications ont été apportées dans le fonctionnement de l'installation depuis la signature de l'arrêté préfectoral susvisé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> 4° Réseau de collecte
<p>Tous les effluents liquides sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les installations de stockage .</p> <p>Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments d'élevage, du matériel et des annexes sont dirigées vers la station e traitement des eaux résiduaires.</p> <p>La consommation d'eau lors du nettoyage des locaux est optimisée par l'utilisation de nettoyeur haute pression.</p> <p>Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisation, caniveaux à lisier...) ou de stockage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.</p> <p>La pente des sols des bâtiments d'élevage et des annexes permet l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement. Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments d'élevage sur litière accumulée.</p> <p>A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments d'élevage sur litière accumulée.</p> <p>Les toits sont munis de gouttières ou de tout autre dispositif pour la collecte des eaux pluviales qui sont évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier, afin de ne pas être mélangées aux effluents de l'élevage.</p> <p>La consommation d'eau des animaux doit être maîtrisée afin de limiter le gaspillage. La consommation d'eau fait l'objet d'enregistrement afin de vérifier que le niveau de consommation soit reconnu performant.</p> <p>Des compteurs d'eau volumétrique sont installés sur les conduites d'alimentation en eau des installations, de telle manière que soit différenciées les consommations liées à chaque production et à chaque secteurs d'activité.</p> <p>Des registres de consommation sont régulièrement renseignés.</p> <p>Les installations d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de retour d'eau, la pollution du réseau d'eau potable ou du réseau intérieur à caractère privé, par des matières résiduelles ou des eaux nocives ou toute substance non désirable. Il est donc indispensable soit de séparer complètement les installations alimentées par forage et les installations alimentées à partir du réseau public, soit d'installer un bac de disconnection avec surverse.</p> <p>En cas de raccordement sur un système public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnection muni d'un système de non-retour.</p>

Les forages sont protégés et exploités conformément à la réglementation en vigueur et les volumes de prélèvements enregistrés.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'approvisionnement en eau de l'installation est couvert par 3 forages utilisés uniquement pour les divers nettoyages réalisés sur l'installation et par le réseau public pour le reste de l'alimentation en eau du site. Selon les propos des responsables environnements, les 2 réseaux sont distincts, évitant ainsi tout risque de pollution du réseau d'alimentation en eau potable.</p> <p>Selon les enregistrements des quantités d'eau prélevées et transmises par l'exploitant par courriel du 10/12/2025, la consommation en eau pour l'année 2024 représente 18 540 m<sup>3</sup> sur les 3 forages et 15 959 m<sup>3</sup> sur le réseau public.</p> <p>L'approvisionnement en eau de l'installation ayant évolué depuis la signature de l'arrêté préfectoral susvisé (consommation totale annuelle de l'ordre de 2 500 m<sup>3</sup>), <b>il conviendra de compléter le porter à connaissance déposé en Préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025, par un descriptif détaillé de la consommation en eau de l'installation.</b></p> <p>De plus, la réforme de l'autorisation environnementale de 2017 ayant modifié l'articulation des projets relevant des installations classées avec les procédures relevant de la loi sur l'eau (connexité des IOTA avec les ICPE), <b>il conviendra également de compléter le classement des rubriques IOTA avec les éléments suivants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• rubrique 1.1.1.0 : le volume de prélèvement de chaque forage étant supérieur à 1 000 m<sup>3</sup>, chaque ouvrage devra faire l'objet d'une rubrique IOTA au titre de la nomenclature eau ;</li> <li>• rubrique 1.1.2.0 : le volume de prélèvement des 3 forages étant supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>, il conviendra d'intégrer cette rubrique au classement des rubriques IOTA du site ;</li> <li>• rubrique 3.2.3.0 : la superficie du plan d'eau présent sur le site du "Désert" étant supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha, il conviendra d'intégrer cette rubrique au classement des rubriques IOTA du site.</li> </ul> <p><b>Il conviendra également de s'assurer de la bonne protection des forages et que ceux-ci soient équipés d'un compteur volumétrique.</b></p> <p>Concernant les forages non exploités et réalisés dans les mêmes périodes que les forages exploités actuellement, il conviendra de s'assurer que ceux-ci ont été comblés suivant la procédure "Abandon et comblement de forage" présente sur le site internet du BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières). <b>Les justificatifs de comblement devront être transmis au service d'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 6 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets de l'exploitation et notamment les emballages sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les déchets vétérinaires et emballages phytosanitaires sont collectés par les fournisseurs et par un apport volontaire par l'exploitant aux points de collecte.</li> <li>• Les cadavres sont enlevés dans les 48 h sur simple appel téléphonique par une société d'équarrissage spécialisée et stockés en attente dans des conteneurs étanches.</li> </ul> <p>Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur. Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la réunion du 11/12/2025, les responsables environnements ont apporté des clarifications sur la zone de tri créée sur le site du "Désert". Ainsi, l'ensemble des déchets produits sur les sites de "La Corbière", du "Désert", de "L'Ecllosion", des "H" et des sites environnants du Groupe GRIMAUD, sont</p>

transférés vers la zone de tri située sur le site du "Désert", afin de faire l'objet d'un tri sélectif avant d'être éliminés vers une installation réglementée, en l'occurrence la société BRANGEON RECYCLAGE.

Ainsi, comme déjà mentionné dans la demande de compléments du 05/06/2025, étant donné que les déchets sont apportés par les différents sites du Groupe GRIMAUD, les sites doivent être considérés comme producteur initial de ces déchets et à ce titre, la zone de regroupement et de tri des déchets située sur le site du "Désert" relève de la rubrique 2710. Dans ce sens, **il conviendra de compléter le porter à connaissance déposé en préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025**, par une démonstration de respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel concerné, suivant la quantité et le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 7 : Prévention émissions odorantes et pollution air

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.7

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Le système de ventilation dynamique des bâtiments d'élevage est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

Des dispositions sont prises dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions dans l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont si nécessaire captés à la source.

Les fosses de stockages de lisier sont couvertes.

Le bâtiment de traitement biologique des fumiers et déchets de couvoir doit faire l'objet d'une évaluation régulière des dégagement de composés suivant : ammoniac, amines, hydrogène sulfuré, mercaptans, aldéhydes, cétones ; en cas de nécessité l'inspection pourra demander le confinement de ces activités et le traitement de l'air vicié.

Les déchets générés par la station sont régulièrement éliminés afin de limiter les nuisances olfactives.

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâches seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances.

**Constats :**

Lors de la réunion du 11/12/2025, les responsables environnements ont apporté des clarifications sur les ouvrages de stockage de lisier présents sur le site du "Désert".

Ainsi, la fosse béton circulaire de 3 500 m<sup>3</sup> a été couverte (photo à l'appui) conformément à l'échéancier des travaux mentionné dans le porter à connaissance déposé en Préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025. Concernant la fosse géomembrane de 3 500 m<sup>3</sup>, les responsables environnements ont confirmé la signature du devis avec une entreprise pour réaliser les travaux de couverture courant 2026. Dans ce sens, **le devis daté et signé devra être transmis au service d'inspection. Il en est de même concernant la mise en place de la couverture, qui devra être justifiée (photos, factures, etc.).**

De plus, comme évoqué avec les responsables environnements lors de cette rencontre du 11/12/2025, **il conviendra de solliciter les employés historiques du Groupe GRIMAUD afin de savoir si les ouvrages de**



<b>stockage sont équipés d'un système de drainage, ainsi que d'un dispositif de contrôle de l'étanchéité.</b> Dans ce sens, en cas de présence d'un système de drainage, <b>il conviendra de localiser les exutoires vers le milieu naturel. Les justificatifs devront être transmis au service d'inspection (photos, factures, etc.).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Traitement des fumiers et déchets de couvoirs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.8.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Cette activité de traitement biologique de déchets consiste à mélanger des fumiers (issus des principaux sites avicole), des déchets de couvoirs et des bactéries (produites par la filiale FILAVIE) ; le principe de fonctionnement permet d'obtenir un produit normalisé conforme à la norme NFU 44-051.</p> <p>Elle est implantée et aménagée conformément au dossier de demande d'autorisation ainsi sont assurées la couverture de l'aire d'accès aux différents silos (stockage compostage maturation) et d'autre part l'extension de cette plate-forme avec création d'une aire couverte de validation du compost et une nouvelle aire de maturation.</p> <p>Le boisement qui crée une barrière physique entre la rivière et l'installation est conservé.</p> <p>L'installation est constituée de plusieurs silos tunnels où s'effectuent progressivement les différentes opérations que sont le stockage des fumiers, le mélange des matières premières, la structuration et l'ensemencement des andains puis la maturation du produit transformé.</p> <p>L'entrée de l'installation sera aménagée et réglementée, la configuration est telle qu'elle assure la dissociation des zones sales (apport des intrants) et propres (sortie amendement).</p> <p>Les bactéries permettent la dégradation et le remaniement de la matière organique en alternant phase aérobie et anaérobie l'évolution de la matière organique est suivi par l'enregistrement régulier des températures au cœur des andains.</p> <p>Les résultats des prises de température sont consignés sur un cahier d'enregistrement ou sont indiqués la nature des produits entrants, les dates de début et de fin de traitement et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).</p> <p>Les boues issues du traitement final de la station d'épuration sur lits de macrophytes seront également incorporés aux autres produits à traiter.</p> <p>Les amendements produits sont vendus à des sociétés commerciales qui les commercialisent aux particuliers (4 entreprises en contrat).  Le compost devra être conforme aux exigences de qualité définies par la norme NFU 44-051 ; dans le cas d'apport de boues le produit élaboré devra être conforme à la norme NFU 44-095, des analyses chimiques et microbiologiques du produit fini régulières devront permettre de le vérifier.</p> <p>L'application et le respect de ces normes induit des obligations en matière de régularité de composition, de traçabilité et de marquage.</p> <p>La plateforme de compostage ne devra pas être source de pollution du milieu ; toutes les eaux de ruissellement susceptibles d'être chargées en matière organique devront être recyclées ou à défaut subir une épuration avant rejet dans le milieu superficiel.  Toutes les aires étanches où sont entreposés des produits susceptibles d'écoulement munie au moins d'un point bas où sont collectés les liquides d'égouttage qui sont dirigés vers les installations de stockage ou de traitement des effluents de l'élevage.</p> <p><b>Constats :</b>  Dans le cadre de la rencontre du 11/12/2025, les responsables environnements ont transmis à l'inspection par courriel du 10/12/2025, tous les éléments d'appréciation permettant de justifier les enregistrements de l'installation de compostage, la conformité des amendements produits à la norme NF U44-051, ainsi que les contrats avec les sociétés qui achètent les amendements produits.</p>

Ainsi, pour l'année 2024, un tonnage de 2552 tonnes de fumiers de canards, de lapins et de coquilles d'œufs a été admis dans l'installation de compostage, soit un tonnage journalier d'environ 6 tonnes. Pour l'année 2024, 17 lots ont été mis en compostage et 395,4 tonnes ont été commercialisées à destination de l'EARL DU REPENTIN (contrat en date du 01/01/2025). Quant au volume restant, celui-ci a été stocké sur la plateforme de stockage de l'installation de compostage, selon les propos des responsables environnements. Dans ce sens et afin d'avoir le moins de stock possible sur l'installation, un nouveau contrat de reprise a été signé avec la SARL L'AVRESNE le 20/11/2025.

Concernant les enregistrements de l'installation de compostage, ceux-ci sont réalisés via un registre papier de suivi des paramètres de compostage établi à chaque lot de compost. Celui-ci contient la nature des produits entrants, les dates de début et de fin de traitement, les prises de température, ainsi que l'aspect macroscopique du produit final. Néanmoins, il ne mentionne pas le volume total des entrants (uniquement les volumes de la recette à incorporer dans la mélangeuse) et l'emplacement des prises de température n'est pas spécifié. **Dans ce sens, il conviendra de compléter le registre avec les éléments manquants et de transmettre le document mis à jour, au service d'inspection.**

Pour ce qui est de la conformité des amendements produits à la norme NF U44-051, les responsables environnements avaient transmis au préalable de la réunion d'échange du 11/12/2025, toutes les analyses qui ont été réalisées lot par lot pour les années 2024 et 2025. Les analyses présentées ont été réalisées uniquement sur les paramètres agronomiques et microbiologiques. Je vous rappelle que pour respecter la norme NF U44-051, **les analyses des produits finis doivent également être réalisées sur les éléments traces métalliques, sur les composés trace organiques, ainsi que sur les inertes et impuretés.** Au regard de votre tonnage annuel compris entre 350 et 3 500 t /an, les fréquences d'analyses sont les suivantes : agronomie 3 /an, E.T.M. 2 /an, C.T.O. 1 /an et inertes et impuretés 2 /an. Concernant les analyses microbiologiques, celles-ci sont à réaliser à chaque lot au regard de la réglementation sous-produits en vigueur.

De plus, lors de l'instruction des résultats d'analyse, il a été constaté un non-respect de certains seuils agronomiques (5 en 2024 et 6 en 2025), ainsi que la présence de salmonelles *Enteritidis* pour certains lots (1 en 2024 et 3 en 2025). Selon les propos des responsables environnements, les lots positifs en salmonelles sont remis en compostage afin de les assainir.

Concernant les mentions de marquage obligatoire que doivent porter les amendements organiques conforme à la norme NF U44-051, il a été constaté suite aux échanges avec les responsables environnements, que celles-ci n'ont jamais été mises en place.

Ainsi, au regard de ces différents constats, les amendements produits actuellement sur l'installation de compostage du Groupe GRIMAUD, ne respecte pas la norme NF U44-051. À ce titre, ils doivent être considérés comme des effluents d'élevage et dans ce sens, être soit valorisés sur un plan d'épandage autorisé, soit traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au Code de l'environnement. **Dans ce sens, une réflexion de votre part doit être engagée dès à présent afin de solutionner cette problématique. Les décisions prises par le Groupe GRIMAUD devront être transmises au service d'inspection.**

Néanmoins, en cas de souhait de conserver l'activité compostage, **il conviendra en plus de respecter la norme NF U44-051, de compléter le dossier à porter à connaissance déposé en préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025**, par un descriptif détaillé étape par étape du fonctionnement et de la surveillance actuels de l'installation de compostage.

De plus, au regard de vos pratiques actuels avec la mise en place de retournements des andains, l'installation de compostage ne relèvera plus des rubriques 2730 et 2782, mais dorénavant de la rubrique 2780.3 relative au compostage d'autres déchets. Dans ce sens, il conviendra de démontrer le positionnement actuel de l'installation de compostage par rapport à la rubrique 2780.3 en justifiant la quantité de matières traitées.

Concernant le respect de la norme NF U44-051, vous veillerez à bien renseigner la dénomination de type 5 - Compost de fermentescibles alimentaires et/ou ménagers sur le marquage obligatoire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.8.2

**Thème(s) :** Élevage, Dossier

**Prescription contrôlée :**

Les eaux de lavage des bâtiments d'élevage et des couvoirs sont traitées dans une station dépurative implantée et aménagée conformément au dossier de demande d'autorisation.

Cette unité de traitement est dimensionnée pour recevoir un flux de pollution correspondant à 580 kg de DBO5 /j, soit 7 670 équivalents habitants.

Elle se compose d'installations de :

- dégrillage - autocontrôle amont : rétention des matières en suspension ( coquilles d 'œufs, plumes...).
- lagunage anaérobie dans une fosse en géomembrane : l'extraction des boues anaérobies est réalisée au moyen d'une pompe volumétrique, les boues sont stockées dans la fosse à boues et lisier qui est couverte ; ces boues seront donc recyclées par épandage.
- Relevage : les eaux surnageantes, débarrassées des flottants sont collectées
- tamisage des eaux usées
- traitement du phosphore :injection de chlorure ferrique
- aération - décantation dans un bassin à boues activées à volume d'eau variable ; les capacités d'aération doivent pouvoir répondre aux exigences maximales.
- lagune de finition : utilisée pour sécuriser la qualité des eaux de rejet pour un temps de séjour de 3,5 jours, les eaux traitées sont ensuite dirigées vers le tertre d'infiltration, notamment en période d'étiage ou vers le poste de contrôle et le milieu naturel si la qualité des eaux est compatible avec les objectifs de rejet.
- tertre d'infiltration en remblai-déblai (filtre en sable de Loire) alimenté de manière séquentielle.
- autocontrôle et rejet : les installations de surveillance (canal d'approche, canal de mesure, seuil de mesure, préleveur) sont réalisées selon les normes AFNOR et les recommandations de l'Agence de l'eau.
- traitement des boues : sur lits à macrophytes et envoi en compostage sur le site.

Les rejets sont en conformité avec les objectifs de qualité de la Moine et les orientations du SAGE de la SÈVRE NANTAISE.

Débit journalier maximal 230 m<sup>3</sup> /j

PH 5,5-8,5

Azote global 15 mg /l

DBO5 30 mg /l

DCO 125 mg /l

MES 35 mg /l

Phosphore total 2 mg /l

Les installations de traitement sont correctement entretenues

Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.

Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.

Un système d'alerte est mis en place pour prévenir de l'arrêt accidentel des installations, notamment au niveau des pompes de relevage.

**Autocontrôles**

L'exploitant réalisera à ses frais, les analyses suivantes sur les rejets au milieu naturel :

- Débit : la détermination du débit rejeté se fera par des mesures en continu. Elles seront enregistrées.
- pH : enregistrement continu
- température en continu

- MEST : 2 fois par mois
- DCO : 2 fois par mois
- DBO5 : 1 fois par mois
- Azote global : 1 fois par mois
- Phosphore total : 1 fois par mois

Les analyses porteront sur les concentrations et les flux à partir d'un prélèvement sur 24 h asservi au débit.

#### Constats :

Suite à la réunion d'échange du 11/12/2025 et au regard des modifications apportées à l'installation, **il conviendra de compléter le porter à connaissance déposé en Préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025**, par un descriptif détaillé étape par étape du fonctionnement et de la surveillance actuels de la station d'épuration des eaux usées. De plus, il conviendra d'actualiser les valeurs limites des rejets au regard des objectifs de qualité de la Moine et des orientations du SAGE de la SÈVRE NANTAISE en vigueur.

Concernant les autocontrôles réalisés sur les rejets au milieu naturel de la station d'épuration des eaux usées, les responsables environnements ont transmis au service d'inspection par courriel du 10/12/2025, les rapports d'analyses réalisés pour les années 2024 et 2025. Les éléments analysés sont conformes à ceux mentionnés dans l'arrêté préfectoral susvisé mais néanmoins, les fréquences d'analyses mensuelles ne sont pas respectées et des dépassements ont été constatés lors des analyses de janvier, mai et novembre 2024, ainsi que d'août et septembre 2025. **Dans ce sens, il conviendra de transmettre au service d'inspection, les actions correctives qui ont été mises en place pour remédier à ces non-conformités.**

Nous prenons note également, que toutes les boues issues du process de la station d'épuration des eaux usées (lagunage anaérobie et bassin d'aération), seront dorénavant évacuées vers un site de traitement spécialisé. Dans ce sens et afin de justifier l'évacuation des boues, le contrat daté et signé avec la société BRANGEON a été transmis au service d'inspection par courriel le 10/12/2025.

Néanmoins, suite à la séparation administrative entre le Groupe GRIMAUD et la société FILAVIE (rachat par la société BIOVAC), la station d'épuration traite actuellement des eaux usées provenant de 2 installations distinctes soumises à autorisation. Ainsi, l'installation relève dorénavant de la rubrique 2750 relative aux stations d'épuration collective d'eaux résiduelles industrielles. Dans ce sens, **il conviendra de compléter le porter à connaissance déposé en Préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025**, par une démonstration du respect des prescriptions de l'arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. La convention de déversement dans la station d'épuration signée entre le Groupe GRIMAUD et la société BIOVAC devra probablement être mise à jour.

De plus, l'installation étant soumise à autorisation au regard de la rubrique 2750, celle-ci relève également de la rubrique IED 3710. Dans ce sens, **le porter à connaissance déposé en préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025**, devra également apporter une démonstration de la conformité de la station d'épuration au regard de l'ensemble des conclusions sur les MTD ou du BREF qui lui sont applicables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 10 : Sécurité incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.12

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie

#### Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement est muni d'extincteurs adaptés aux risques, permettant de combattre tout début

d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

La défense contre l'incendie est assurée par un poteau d'incendie, de 100 mm de diamètre (norme NF S 61.213) piqué directement, sans passage par compteur by-pass, sur une canalisation assurant un débit de 1 000 litres par minute, sous une pression dynamique de 1 bar et implanté à 200 mètres au maximum par les voies praticables.

La défense contre l'incendie est assurée par une réserve naturelle ou artificielle de 120 m<sup>3</sup> située à moins de 200 mètres, conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. L'implantation de cette réserve devra être soumise pour avis aux services Incendie et Secours.

Il convient de mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 du Ministre du travail.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Si nécessaire des systèmes d'ouverture des portails compatibles avec le matériel des sapeurs pompiers (soit un triangle mâle de 11 x 11 x 11 mm) est mis en place.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Pour l'exploitation des andains, l'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andain, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

#### Constats :

Au regard des modifications apportées à l'installation depuis la signature de l'arrêté préfectoral susvisé, **il conviendra de compléter le porter à connaissance déposé en préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025**, par un descriptif détaillé des moyens de lutte externes et internes contre l'incendie, dont dispose l'installation.

De plus, en amont de la réunion d'échange du 11/12/2025, les responsables environnements ont transmis à l'inspection par courriel du 10/12/2025, les justificatifs de contrôle des installations électriques et techniques (gaz, chauffage et fioul), ainsi que les justificatifs de contrôle relatifs aux matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.

Concernant la défense interne contre l'incendie, les derniers contrôles ont été réalisés entre novembre et décembre 2024 par la société SAFE. Je vous rappelle que conformément à la réglementation en vigueur, les extincteurs doivent être vérifiés annuellement. **Dans ce sens, il conviendra de transmettre au service d'inspection, les vérifications des moyens de défense interne pour l'année 2025.**

Pour ce qui est des contrôles électriques, ceux-ci ont été réalisés entre juin et juillet 2025 par la société BUREAU VERITAS. **Je vous rappelle que les non-conformités observées et plus particulièrement celles déjà signalées lors des précédents contrôles, doivent faire l'objet d'une remise en conformité.**

Enfin, concernant les installations de gaz et de fioul, les responsables environnements nous ont transmis par courriel du 10/12/2025, les entretiens des installations de gaz et fioul réalisés en interne par la société GRIMAUD FRERES. **Dans ce sens, il conviendra de transmettre au service d'inspection, les entretiens et les vérifications annuelles réalisées par des organismes compétents.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2011, article 3.15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le Code rural.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille sont placés dans un conteneur étanche et fermé, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposé sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le jour de la réunion d'échange, il a été évoqué avec les responsables environnements, la création d'un site de regroupement des cadavres sur le site de "La Corbière" permettant d'entreposer l'ensemble des animaux morts du Groupe GRIMAUD avant leur enlèvement par la société d'équarrissage SECANIM.</p> <p>Afin de clarifier la quantité susceptible d'être présente dans l'installation à un instant T, les responsables environnements ont transmis par courriel du 15/12/2025, les capacités maximales de stockage. Ainsi, avec 2 caissons frigorifiques pouvant accueillir chacun 10 bacs d'équarrissage de 300 kg, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation à un instant T est de l'ordre de 6 tonnes.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 kg et inférieure à 30 tonnes, le site d'entreposage temporaire de "La Corbière" relève de la rubrique 2731 relative au dépôt ou transit de sous-produits animaux sous le régime de l'enregistrement.</p> <p>Dans ce sens, <b>il conviendra de compléter le porter à connaissance déposé en Préfecture de Maine-et-Loire le 20/03/2025</b>, d'un descriptif détaillé du site d'équarrissage, ainsi que par une démonstration du respect des prescriptions de l'arrêté du 2/10/2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2731-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois